FRANCE

Hollande s'essaie au personnage du «président normal»

Il se promène dans les rues, bavarde avec les passants, rend visite à ses amis : à peine élu président français, François Hollande affiche sa volonté de ne rien changer à son comportement d'homme «normal», mais il va vite devoir composer avec les exigences de sa sécurité.

Mardi soir, ses gardes du corps ont eu un léger moment d'inquiétude lorsque le président élu mais pas encore en exercice de la 5e puissance du monde s'est complaisamment attardé à bavarder avec des badauds sur un trottoir du quartier de la Bastille, à Paris, où il avait un rendez-vous privé.

Le moment, banal, a été filmé par une caméra de la chaîne d'information en continu BFM-TV, qui l'avait surpris quelques instants plus tôt au sortir d'une pâtisserie et que M. Hollande a fait mine d'ignorer.

Le socialiste veut avant tout réussir son début de mandat. Son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, est resté prisonnier pendant cinq ans de l'image laissée juste après son élection, celle d'un «président des riches», qui avait fêté son élection avec de puissants chefs d'entreprises puis séjourné sur le yacht de son ami le milliardaire Vincent Bolloré. Mais François Hollande pourra-t-il comme il le souhaite continuer à mener une vie simple et sans apparat, une pratique courante pour d'autres dirigeants européens mais si loin des habitudes de la France, où le pouvoir politique est sacralisé ?

Depuis son élection dimanche soir, photographes et cameramen campent en bas de l'immeuble sans prétention du XVe arrondissement de Paris où François Hollande vit avec sa compagne Valérie Trierweiler.

Au point d'agacer cette journaliste de 46 ans. «Merci à mes consœurs et confrères de respecter notre vie et nos voisins. Merci de ne pas camper devant notre domicile. Merci de le comprendre», a-t-elle twitté mardi. A plusieurs reprises, le nouveau couple présidentiel a exprimé son souhait de continuer à habiter l'appartement de location qu'il occupe depuis cinq ans. «J'y ai mes habitudes : restaurant, boulanger, voisins... j'y suis chez moi», a confié M. Hollande, qui aime faire lui-même ses courses. Les appartements de l'Elysée, la résidence présidentielle, guindés et malcommodes, ne plaisaient déjà guère à Nicolas Sarkozy qui leur préférait l'hôtel particulier de son épouse Carla Bruni dans le très chic XVIe arrondissement. Mais l'immeuble collectif où vit le président élu, situé au coin d'une rue passante et doté de larges baies vitrées, ne sera pas aussi facile à sécuriser sans entraîner trop de gêne pour les riverains.

Photo : DR

«Des mesures techniques peuvent être prises : vidéo-surveillance, contrôles d'accès avec des badges, baies vitrées spéciales», a expliqué à la radio RMC un ancien directeur du service de protection des hautes personnalités, René-Georges Querry.

Pour l'heure, les voisins ne se plaignent pas trop, certains trouvent même des avantages à la situation : avec la présence de policiers en permanence, «je ne ferme plus la porte à clé», a confié l'un d'eux à RMC. La protection de François Hollande est pour l'instant assurée par une équipe de quinze policiers mais dès son entrée en fonction, le dispositif sera renforcé. Reprendra-t-il celui de Nicolas Sarkozy, qui comptait en tout 80 policiers ? C'est à lui de décider, selon un commissaire cité par *Le Figaro*.

Par le passé, François Mitterrand (1981-1995) aimait, lui aussi, déambuler dans les rues de Paris, mais l'obsession du risque d'attentats n'était pas aussi forte qu'aujourd'hui.

LIBYE

Tripoli engage le bras de fer avec les milices des ex-rebelles

Le gouvernement a annoncé qu'il allait faire usage de la force contre des milices d'ex-rebelles «hors-la-loi» et lourdement armées, mettant à dure épreuve ses toutes jeunes institutions de sécurité et de défense.

Les autorités libyennes ont dû utiliser la force pour la première fois mardi pour déloger des dizaines d'hommes armés qui avaient pris d'assaut le siège du gouvernement pour réclamer des primes, dont la distribution a été suspendue par le cabinet du Premier ministre Abdel Rahim al-Kib.

L'opération s'est soldée par un mort et trois blessés parmi les forces de sécurité. Depuis la «libération» du pays du régime de Mouammar Kadhafi en octobre, le gouvernement fait face quasi quotidiennement à des revendications sociales et financières des Thowars, ces hommes qui avaient pris les armes pour combattre les forces kadhafistes. Jusqu'ici, le gouvernement a tenté d'user de la diplomatie et du dialogue avec les protestataires, tout en finissant souvent par signer des chèques après chaque démonstration de force de ces ex-rebelles lourdement armés. La scène s'est répétée à plusieurs reprises notamment à Tripoli ou Benghazi (est) : des ex-rebelles armés bloquent des routes, assiègent des compagnies ou institutions de l'Etat et défilent avec leurs pick-up équipés de canons anti-aériens et de lance-roquettes pour faire plier le gouvernement. «Le gouvernement ne cèdera pas au chantage et aux hors-la-loi et ne négociera pas sous la menace des armes», a averti mardi soir le chef du gouvernement, quelques heures après la mort d'un membre de la Haute-Commission de sécurité, qui dépend du ministère de l'Intérieur.

Le ministre de l'Intérieur, Fawzi Abdelal, a promis de la «fermeté dans l'application de la loi». «Le ministère protègera les bâtiments et institutions de l'Etat par tous les moyens, y compris l'usage de la force si nécessité il y avait», a-t-il dit. Cette mise en garde s'est traduite immédiatement dans les faits. Des forces du ministère de l'Intérieur ont lancé hier mercredi à l'aube une opération pour lever un sit-in d'ex-rebelles armés devant Arabian Gulf Oil Company (AGOCO), la plus importante compagnie pétrolière publique à Benghazi, qui entrave depuis plusieurs jours le travail de la compagnie, selon le porte-parole de la Haute-Commission de sécurité à Benghazi, Mohamed Gaziri. Selon l'analyste politique, Mohamed al-Asfar, dans un éventuel bras de fer avec les milices d'ex-rebelles, les autorités auront gain de cause.

«Les institutions de l'Etat sont fortes de leur légitimité, de la loi, et du soutien de la communauté internationale. La police et l'armée sont en train d'être formées et bénéficient du soutien du peuple», a-t-il expliqué. Les autorités libyennes avaient intégré plusieurs milliers d'ex-rebelles dans les ministères de l'Intérieur et de la Défense mais plusieurs brigades lourdement armées demandent à être intégrées, sans être dissoutes. Certaines d'entre elles continuent à surveiller les frontières ou assurer la sécurité dans plusieurs régions, mais n'hésitent pas à recourir aux armes pour faire plier les autorités, voire se livrer au racket. «Elles (les autorités) veulent nous intégrer comme des individus et dissoudre nos brigades organisées et équipées», a déploré Mohamed Faraj al-Fitouri, un ancien commandant rebelle de Benghazi (est). Beaucoup de milices ont pris goût au pouvoir des armes et refusent de s'en séparer, ce qui a provoqué l'indignation de la population civile qui s'est mobilisée à plusieurs reprises pour dénoncer ces «faux révolutionnaires».

ALORS QUE LA POUSSÉE DE L'EXTRÊME GAUCHE AFFOLE LES MARCHÉS

La Grèce toujours sans pilote

Toujours en quête d'un gouvernement, la Grèce s'affirme disposée à remettre en cause ses engagements de rigueur, massivement rejetés par l'électorat dimanche, un recul qui affole les marchés et repose la question de son maintien dans l'euro.

Alors que la Grèce, menée depuis novembre 2011 par une coalition gouvernementale pro-austérité, semblait s'être fait une raison des sacrifices et réformes qu'elle allait devoir consentir, les législatives ont rebattu les cartes.

Il y a une semaine encore, les conservateurs de la Nouvelle démocratie (ND) et les socialistes du Pasok, qui se partagent le pouvoir depuis 38 ans, se posaient en garants du maintien du pays dans l'euro via la stricte application de la feuille de route des créanciers du pays, l'UE et le FMI.

Mais dès qu'ont été connus les résultats des élections qui ont consacré les formations hostiles aux engagements de la Grèce vis-à-vis de ses créanciers, les responsables socialistes et conservateurs ont reconsidéré leur position. Antonis Samaras, chef de la ND, a jugé à nouveau mardi «tout à fait réaliste» une «renégociation» des accords afin de faire «respirer l'économie» et «soulager la société».

Même message de la part de son rival socialiste, l'ex-ministre des Finances, Evangélos Vénizélos : respecter le vote des électeurs implique de «chercher le meilleur amendement possible des termes» du programme d'austérité «pour aider au développement (...) et protéger la niveau de vie des citoyens», a-t-il affirmé mardi.

Les marchés continuaient d'accuser le coup hier mercredi, après avoir cédé la veille à l'affolement.

Le dirigeant de la gauche radicale grecque (Syriza), Alexis Tsipras, ne devrait pas ramener le calme, après avoir envoyé aux créanciers publics — FMI, Commission européenne, BCE — une lettre expliquant que le verdict populaire rend caducs les engagements du pays.

Le Syriza a été propulsé deuxième force politique par l'effondrement des deux partis historiques pro-rigueur à 32% des suffrages qui les a privés de tout espoir d'une majorité absolue. Les cinq autres formations entrées au Parlement, toutes hostiles à la rigueur, rassemblent une majorité de 151 sièges sur 300, mais sans perspective d'alliance. Mais Pasok et Nouvelle démocratie risquent de peu goûter la missive d'Alexis Tsipras car s'ils ont pris le virage d'une renégociation, ils insistent sur l'impératif d'un maintien du pays dans l'euro, accusant M. Tsipras de jouer avec le feu. S'affirmant prêt à cohabiter avec le Syriza dans un gouvernement «d'union nationale», M. Vénizélos lui a demandé de réaffirmer le positionnement pro-européen du futur exécutif. M. Samaras a lui eu mardi des mots très durs à l'égard d'Alexis Tsipras dont les propositions «conduisent directement à la faillite et à la sortie de l'euro».

Benjamin de la politique grecque, à 37 ans, M. Tsipras doit rencontrer chacun des deux hommes, car c'est lui qui est chargé, jusqu'à vendredi, de tenter de former un gouvernement. Arrivé en tête des élections, M. Samaras avait jeté l'éponge dès lundi, tandis qu'aux termes de la Constitution, M. Vénizélos prendra ensuite le relais.

La Grèce «a une marge de renégociation» sur le contenu des mesures qu'elle doit prendre d'ici à 2015, a admis mardi Ghikas Hardouvelis, qui a conseillé pendant sept mois le chef du gouvernement Lucas Papademos.

Mais cet ex-banquier a aussitôt ajouté qu'«il ne faut pas la surestimer et penser que tout d'un coup quelque chose a changé en Europe parce que le peuple ici a crié non». «Si nous disons non à tout, nous sortons de l'eurozone», a-t-il prévenu, relayant les inquiétudes des partenaires de la Grèce.

A Paris, le ministre sortant des Affaires étrangères, Alain Juppé, a jugé hier mercredi la situation en Grèce «extrêmement préoccupante», ajoutant que «les mises en cause des traités qui ont été si difficilement négociés (...) risquent de provoquer des turbulences difficilement contrôlables». Berlin a pour sa part exclu toute rénégociation des accords conclus.

Une fermeté affichée également par la Banque centrale européenne (BCE). «Il doit être clair pour la Grèce qu'il n'y a pas d'alternative au programme d'assainissement convenu, si elle veut rester membre de la zone euro», a déclaré Jörg Asmussen, membre du directoire au quotidien économique allemand *Handelsblatt*. A très court terme, les responsables grecs s'inquiètent des échéances financières qui attendent très prochainement la Grèce, alors que selon un analyste local, le pays a «des réserves jusqu'à fin juin».

«Si nous dénonçons le mémorandum, j'imagine que les créanciers institutionnels vont considérer qu'ils n'ont pas à continuer à alimenter la Grèce avec les montants prévus par les accords», a averti le ministre sortant des Finances, Philippos Sahinidis.

Ghikas Hardouvelis a, lui, mis en avant le risque d'une remise en cause du versement, prévu cette semaine, d'une nouvelle tranche de 5,2 milliards d'euros, des prêts accordés par l'UE.